

Une mission internationale confirme la violation des droits de l'homme en Colombie



Bogotá, 5 juin (RHC) La Mission de solidarité internationale et des droits de l'homme qui est arrivée en Colombie le 25 mai a confirmé dans un rapport rendu public aujourd'hui l'excès de la force publique contre les mobilisations pacifiques.

Dans ses conclusions, le collectif avertit que l'État colombien doit faire l'objet d'une enquête parce qu'à travers ses forces de sécurité régulières et irrégulières, il aurait fait disparaître, assassiné, torturé, maltraité, persécuté, menacé et intimidé de vastes secteurs du peuple.

Le texte indique que la répression déchaînée a empêché, limité et conditionné la participation politique, le droit de réunion et le droit de manifester.

Elle estime que le gouvernement colombien doit faire l'objet d'une enquête pour le déploiement militaire et policier contre la population civile et sans défense, pratiques qui s'inscrivent dans la logique de la guerre, en disposant à cet effet d'armes sophistiquées et meurtrières et de comportements brutaux et inhumains de la part de ses troupes.

'L'Etat colombien doit faire l'objet d'une enquête pour avoir identifié comme ennemi intérieur la majorité de son peuple', représenté par des jeunes de quartiers populaires, des étudiants, des femmes, des membres de la communauté LGTBIQ, des paysans, des ouvriers, des indigènes, des personnes d'ascendance africaine, entre autres -indique la note-.

Elle souligne que le peuple colombien a droit à l'ouverture de toutes les instances juridictionnelles, nationales et internationales pour obtenir la réparation intégrale, à travers la vérité et la justice.

La Mission internationale est arrivée en Colombie, convoquée par diverses organisations sociales, plates-formes des droits de l'homme, espaces syndicaux et ecclésiastiques, entre autres, dans le but de constater sur place la grave situation dénoncée.

Elle ajoute dans son rapport préliminaire sur les violations des droits de l'homme que, dans tout le pays, la majorité de la population est descendue dans les rues avec un slogan unifiant « Faire la grève pour avancer ».

Non seulement les mesures antipopulaires accentuaient la crise, mais elles touchaient aussi les secteurs les plus frappés par la pandémie, a-souligné le rapport.

L'État colombien a réprimé la protestation sans discernement et brutalement avec un raisonnement instructif qui s'est néanmoins retourné contre lui, ajoute-t-il.

Non seulement le chômage s'accroissait, mais chaque jour les marches se nourrissaient de citoyens et de citoyennes désireux d'exprimer leur mécontentement et leur résistance.

'Le parcours que la Mission a fait, a permis de constater l'adhésion massive aux raisons qui ont motivé la protestation', a-t-il souligné.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/259679-une-mission-internationale-confirme-la-violation-des-droits-de-lhomme-en-colombie>



Radio Habana Cuba